



Institut CGT d'Histoire
Sociale d'Aquitaine

Aperçus d' HISTOIRE SOCIALE d'Aquitaine
Liaisons - lettre électronique - 2ème trimestre 2017 - n° 10

Pour ne pas perdre le fil de l'Histoire

Editorial

ET MAINTENANT

Ouf ! Les résultats des présidentielles montrent un rejet de Marine Le Pen. Tant mieux.

Pour autant le score de la représentante du Front National est historique et un sondage dit que 14% des salariés influencés par la CGT auraient votés pour le candidat de ce parti au 2ème tour alors qu'ils n'étaient que 9 % en 2012 après avoir été 13% en 2007.

Le travail pour dénoncer «Les postures et impostures du «marinolepénisme » comme dit René Mouriaux dans la dernière livraison des Cahiers de l'IHS National (n° 141) doit donc se poursuivre, voire s'intensifier et s'affiner. Notre IHS dans la foulée de la publication de la Lettre Spéciale continuera à valoriser l'Histoire, dans notre région notamment, pour faire réfléchir tout un chacun. Le numéro sur les 120 ans de la CGT que chacun vient de recevoir apporte son lot d'arguments quand il évoque la période des années 1930-1940.

Mais si Marine Le Pen a été battue, les raisons qui expliquent sa progression demeurent et le programme du nouveau président n'est pas fait pour s'y attaquer bien au contraire.

René Mouriaux dans l'introduction de l'article cité ci dessus présente assez clairement la situation. Qu'il nous soit permis de lui emprunter encore quelques lignes.

« Quatre facteurs principaux ont contribué à favoriser l'essor du Front National depuis sa création (1972).

- L'arrêt de l'immigration en 1974, qui a provoqué en réplique la sédentarisation des Maghrébins et le regroupement familial.
- L'instauration du capitalisme mondial-financiarisé qui a provoqué des dégâts socio-économiques d'ampleur (chômage de masse, précarisation, destruction des solidarités professionnelles).
- Le non respect des engagements électoraux (la rigueur avec François Mitterrand, l'abandon de la lutte contre la fracture sociale par Jacques Chirac, le reniement du discours du Bourget avec François Hollande).
- Enfin le terrorisme djihadiste, qui a légitimé l'islamo phobie et facilité le repli sur une identité nationale à la fois mythique et réactionnaire. »

En écho à cette analyse les revendications des salariés et de la CGT trouvent une place de choix.

Les élections législatives et l'action politique en général pourront apporter des évolutions dans les rapports de force mais le mouvement syndical doit, conformément à sa vocation, engager les luttes indispensables pour faire valoir ses revendications. Et pour les instituts CGT d'Histoire Sociale la question reste bien d'analyser le passé pour y trouver, non de l'autosatisfaction, mais des arguments qui aideront au développement de ces luttes.

Jean Lavie.

Bordeaux le 17 mai 2017.



Sommaire

Editorial	P 1
Échos des IHS Aquitaine	P 2 & 3
Bibliographie	P 4
Pépites d'archives	P 4

Agenda

IHS 33:
16 & 17 septembre 2017; Journée du patrimoine à Bordeaux, Bourse du Travail

IHS40:
> 15 juin 2017; Mont de Marsan, groupe de travail sur la revue CGT et culture

IHS47:
> septembre 2017; inauguration d'un espace public dénommé Pierre DEVINEAU, ancien secrétaire général de l'UD47, 1er Président de la caisse de sécurité sociale du Lot & Garonne.
> mai-juin 2018, soirée anniversaire de mai 68, publication d'un DVD

IHS 64:
28 juin 2017; Orthez, AG IHS64

Parutions « Aperçus » IHS
> mi-juillet 2017: n°123; « 60 ans de propositions sur le bassin d'emplois de Lacq »
> décembre 2017: n°124 «La CGT et la culture en Aquitaine»,

Liens

IHS CGT national ihscgt@wanadoo.fr
IHSA ihscgt@wanadoo.fr
IHS 24: ihscgt24@orange.fr
IHS 33 ihscgt33@orange.fr
IHS 40 ihscgt@cgt-landes.org
IHS 47 ihscgt47@orange.fr
IHS 64 ihscgt64@orange.fr
UD 33 ud@cgt-gironde.org
UD 24 udcgt.24@wanadoo.fr
www.cgt-aquitaine.fr
www.ihscgtaquitaine.org



IHS 40

INformation et DÉfense des CONsomma- teurs SALariés: Une expérience CGT



Dans les années 1974-1975, Jean Pierre Dumartin est locataire aux HLM de La Moustey à Mont de Marsan. En riposte à l'explosion des charges locatives, une amicale de locataires est créée et avec l'appui de la confédération nationale du Logement (CNL). Une grève des charges est engagée avec de fortes actions aboutissant à la démission du président de l'Office HLM.

L'expérience et l'engagement de Jean Pierre Dumartin n'ont pas

cessé. La CGT a confié à Jean Pierre, la mission de créer l'InDé-CoSa CGT dans les Landes.

Sous son impulsion, toute une équipe de militantes et militants CGT motivés, ont constitué des associations et des permanences dans tout le département. Elles et ils sont toujours la cheville ouvrière de l'InDéSoSa-CGT dans les Landes.

> Les luttes se sont progressivement développées et amplifiées : action contre les chèques payants, défense des bureaux de Poste comme entre-autres à Tarnos-Plage, les actions contre les cultures OGM, pour la gratuité de la RN10, contre la précarité énergétique et les coupures de courant pour cause de pauvreté, l'exigence de l'accès à l'eau potable dans un cadre public non marchand, etc... Il faut ajouter l'implication dans la commission de surendettement des landes avec en corollaire l'aide à la constitution de dossiers. INDECOSA CGT 40 s'implique aussi dans les commissions consultatives des services publics locaux afin de faire émerger les besoins des usagers.

INDECOSA CGT s'est aussi insurgée contre la remise en cause des trains, gares, guichets et à bataillé ferme pour sauvegarder le service public du rail.

Jean Pierre est aussi vice président au Centre Technique Régional de Consommation (CTRC) Aquitaine et Secrétaire de l'UNION des CTRC la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes (ALPC).

Avec d'autres camarades d'INDECOSA CGT il mène la bataille pour conserver cet outil technique au service des associations de consommateurs.

INDECOSA CGT organise au moins 3 fois par an des stages consommation sous la houlette du CTRC aquitaine.

L'Indecosa-CGT intervient dans un grand nombre d'instances où les intérêts des consommateurs sont en jeu. Au plan national, elle est membre, entre autres, du Conseil National de la Consommation (CNC), du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), du Conseil national de l'alimentation (CNA), du Conseil national des déchets (CND), du comité de coordination et de pilotage et de normalisation (CCPN).

Indecosa-CGT participe également au Haut Comité de la Qualité de Service dans les Transports et au Conseil paritaire de la publicité (CPP).

Elle entretient également des concertations avec les directions des opérateurs historiques (EDF, GDF-Suez, La Poste, Orange).

Aux niveaux local et régional, elle représente les consommateurs au sein des Centres techniques régionaux de la consommation (CTRC), des conseils départementaux de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), des commissions de surendettement, du logement, de l'aménagement commercial (CDAC), de la santé, etc.

Au niveau européen, elle est membre de l'association European Consumer Union (ECU) créée en novembre 2009 qui regroupe 14 pays.

Elle intervient également auprès du Système européen des paiements automatisés (SEPA).

Elle participe à des initiatives organisées par le Comité économique et social européen (CESE).

Dans la région CGT InDéCoSa-CGT a mis en place un dispositif d'alerte contre les coupures d'énergie et d'eau durant toute l'année soutenu par une action conjointe de la fédération des mines et énergie CGT et le SIAAP CGT. En 2012, un collectif « chauffe qui peut ! » a été créé afin d'alerter les pouvoirs publics sur la montée inquiétante de la précarité énergétique dans son ensemble.

Elle a mené des batailles contre des arrêtés préfectoraux dans les Landes et en Ariège qui autorisaient l'épandage aérien.

Le 20 octobre 2010 elle a organisé un colloque sur le médicament. Il a été fait un bilan de la consommation du médicament en France et du poids financier de la filière.

En coopération avec les représentants des salariés de la chimie et des organismes sociaux, elle élabore un cahier revendicatif sur les génériques, leur impact sanitaire et économique.

L'Indecosa-CGT a également défendu le principe d'un grand pôle public de la santé.

L'association est intervenue auprès de la Commission Régionale de Conciliation et d'Indemnisation (CRCI) et elle a défendu 20 dossiers dans l'affaire du Médiateur.

Elle a interpellé en janvier 2012 les pouvoirs publics et le ministre de la Santé sur le dossier des prothèses mammaires PIP (avec des produits d'origine frauduleuse) en demandant que toute la lumière soit faite notamment sur le contrôle qualité du certificateur allemand TÜV en ce qui concerne les implants mammaires.

En 2015, Indecosa-CGT obtient l'agrément "santé".

Les syndiqués CGT sont, sauf désaccord explicite, adhérents d'InDéCoSa-CGT par le versement d'une part de leur cotisation à l'association.

Dans les Landes, des permanences InDéCoSa-CGT se tiennent dans la plupart des 10 Unions Locales CGT du département.

Pour conclure, l'histoire de la consommation met en évidence l'imbrication de la CGT dans les rapports de la société. L'Indecosa-CGT s'est donc continuellement intéressée aux liens entre consommateurs et loi du marché : elle n'a cessé de remettre en cause la théorie de la liberté économique, qui, selon elle, n'a pas toujours apporté au consommateur la liberté de choisir et la baisse des prix. **La particularité et la force d'INDECOSA-CGT, c'est d'agir avec la CGT, par et pour les consommateurs salariés !**

IHS 33

RAYMOND LAVIGNE (Bordeaux 1851-1930)



Intervention de Gérard Judet, IHS33 lors de l'inauguration de la salle des archives de notre IHS, le 1er mai 2017.

Si l'on demandait à tous ceux qui ont défilé ce matin et qui se présentent à l'heure actuelle dans ce bâtiment à qui ils doivent en très grande partie et le 1er mai et notre Bourse du Travail, je gage qu'en dehors des militants les mieux informés bien peu répondraient « Raymond Lavigne » à cette question et bien moins encore ceux qui connaîtraient sa vie. Mon intervention, pour incomplète qu'elle soit, va donc essayer de montrer la place importante qui a été la sienne.

Né à Bordeaux le 17 février 1851, militant politique et syndical en un temps où les deux aspects du mouvement ouvrier ne se distinguaient pas encore, Raymond Lavigne créa des syndicats clandestins avant la loi de 1884 et fédéra les mouvements ouvriers girondins.

Sa rencontre avec Jules Guesde, en 1883, fut décisive pour son adhésion au socialisme.

Il fit alors basculer l'Union des syndicats, de tendance réformiste, dans le camp socialiste et la fit adhérer à la Fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs de France et des colonies, sous influence du Parti Ouvrier Français de Jules Guesde et Paul Lafargue, un autre bordelais, gendre de Marx.

Créée en 1886, cette Fédération tenait chaque année (à l'instar du POF) un Congrès national dans une ville différente qui en devenait le siège jusqu'à l'année suivante. Le premier eut lieu à Lyon.

Le 2ème se tint en 1887 à Montluçon, Jean Dormoy étant élu secrétaire.

Le 3ème Congrès, en 1888, eut lieu à Bordeaux d'abord, puis se replia sur Le Bouscat, la mairie de Bordeaux ayant interdit que soit déployé dans la salle de réunion le drapeau rouge, imposé par la FNS. Raymond Lavigne, élu secrétaire général, fit entériner la proposition de Jean Dormoy de présenter partout simultanément les revendications ouvrières aux pouvoirs publics. Il accomplit d'ailleurs lui-même le 10 février 1889 cette demande à la préfecture de la Gironde à la tête des manifestants.

Il porta au Congrès de la 2ème Internationale réunie à Paris en juillet 1889, cette revendication qui proposait, je cite, « d'organiser à date fixe une grande manifestation de manière que dans tous les pays et toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement la journée de travail ». Le choix se porta sur le 1er mai 1890 parce que, ce jour-là, les travailleurs des Etats-Unis devaient manifester pour la journée de 8 heures. « Simple rencontre de date

voulue par le Congrès de Paris, et qui n'enlève rien au caractère novateur de la décision provoquée par Raymond Lavigne », précise le Maître. Sans occulter la manifestation de Chicago le 1er mai 1886 et les 5 condamnés à mort, force est de constater qu'aux demandes simplement nationales et corporatives américaines, est substitué un 1er mai international et politique selon la conception du socialisme et de la lutte de classe.

En 1887, Raymond Lavigne prit la tête des syndicats pour obtenir la création d'une Bourse du Travail à Bordeaux. Il multiplia les réunions et les interventions auprès des pouvoirs publics pour qu'enfin la municipalité d' Alfred Daney leur accorde en 1888 les locaux de l'ancienne école de médecine de la rue de Lalande, livrés le 1er mars 1890 sous le mandat d'Adrien Baysse (la 6ème BT de France, Paris ayant eu la sienne en 1887). Les syndicats ne voulant pas d'une « tutelle » de la Mairie créèrent une Bourse indépendante rue du Mirail pour finalement revenir rue de Lalande en 1896, à l'occasion de l'élection de Camille Cousteau comme maire, suite au « Pacte de Bordeaux » pour lequel Raymond Lavigne fit montre d'un pragmatisme inhabituel, lui que chacun s'accordait à trouver rigide et parfois sectaire.

Méfiant, adversaire de la grève générale prônée par Briand, par Pelloutier et les anarchistes (qu'il regardait comme des alliés de la bourgeoisie contre le socialisme), mis en minorité aux assises de la Fédération des syndicats et des Bourses du Travail en 1894 à Nantes, lorsque en est adopté le principe, Lavigne et ses amis, mésestimant le désir croissant d'unité ouvrière, quittèrent le congrès.

En 1895, ils seront de ce fait absents du Congrès de Limoges, constitutif de la CGT.

Continuant à militer dans les groupes corporatifs bordelais que la CGT allait englober, il donna désormais le pas à l'action politique.

Et pourtant, il ne participa pas non plus à la création de la SFIO en 1905. Ayant été désavoué sur la tactique électorale des législatives, il avait démissionné de la fédération socialiste en 1902.

Rompant successivement avec syndicat et parti, il reviendra cependant à la SFIO sans y militer.

Il décèdera le 24 février 1930 à Bordeaux. Des dirigeants du parti socialiste, des syndicats et une foule considérable suivront ses obsèques jusqu'au cimetière de la Chartreuse.

Alors que son nom n'apparaît pas sur le décor en grisaille de la salle Croizat quand tant d'autres qui y figurent ne le méritent pas, que la salle 206 porte désormais son nom, là où des militants, patiemment, inlassablement, répertorient, classent et proposent en partage la mémoire de cette histoire du mouvement ouvrier qu'il a contribué à faire vivre, nous a paru justice et la meilleure manière, en lui rendant hommage, de le faire connaître à tous.

IHS 64

Les archives syndicales

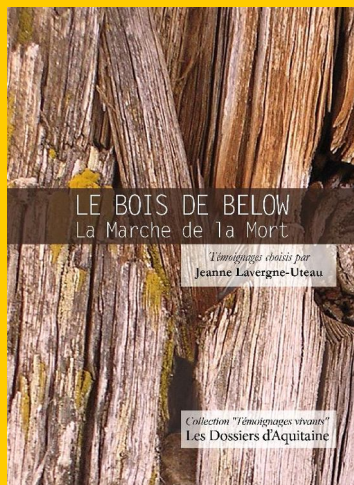
Préservation classement, utilisation,... il faut s'en occuper!

C'est la décision du groupe constitué après une réunion à l'initiative du syndicat CGT de Turbo à Bordes avec l'IHS64 et l'Association...

Sauvées in-extremis de la destruction elles sont bien rangées et identifiées. Elles couvrent la période de 1947 à nos jours.

Un groupe de travail a été mis en place pour établir une nomenclature et un premier inventaire. Les photos devront être datées. Dans un second temps il sera procédé à l'inventaire de chaque boîte.

Bibliographie



LE BOIS DE BELOW

Résumé :

Des filles et des garçons, dont certains n'avaient pas vingt ans, virent basculer leur jeunesse dans le monde terrifiant et criminel de l'univers concentrationnaire nazi. Par des mots de tous les jours, si terribles dans leur simplicité, ils vont tenter, en témoignant, de nous faire partager les souvenirs qui les submergent depuis plus de soixante-dix ans. La mémoire en embuscade, ils s'adressent à nous par devoir, mais aussi au nom de la longue cohorte de tous ceux qui sont morts dans les camps. "Plus jamais ça !" avaient-ils juré. En fait, aujourd'hui, beaucoup reste à faire. En refermant ce livre, après lecture, peut-être aurez-vous atteint et compris le fond de la souffrance qui l'imprègne, cela vous permettra alors de puiser la force nécessaire à la poursuite du combat que nos aînés déportés surent mener pendant tant d'années. C'est du moins ce que nous espérons. *10 euros à commander à l'IHSA.*

Pépites d'archives

Inauguration de la plaque « Raymond Lavigne » à la Bourse du Travail de bordeaux le 1^{er} mai 2017



L'IHS avait pour habitude d'aller fleurir la tombe de Raymond Lavigne chaque 1^{er} mai au cimetière de la Chartreuse de Bordeaux.

Cette année elle a choisit de l'honorer à la Bourse du Travail, avec les militants actuels, toujours le 1er mai. (cf page précédente).

Extrait de la VO de 1912, lettre de R.Lavigne en réponse à Jean Monatte qui lui demandait un article sur l'histoire de la Fédération Nationale des Syndicats et Groupes Corporatifs.



« ... C'est ainsi qu'en 1887 le secrétariat (de la FNS) était à Montluçon entre les mains de Jean Dormoy, et que l'année suivante il fut à Bordeaux entre mes mains, à la suite du fameux Congrès d'où l'on peut dire qu'est issue la manifestation internationale du 1^{er} mai. C'est à Dormoy qu'est due l'idée de cette mobilisation de masses à jour fixe. C'est moi qui fus chargé de réaliser la résolution du Congrès de 1888 (de Bordeaux-Bouscat) ... »

Revue,

«Aperçus, les 120 ans de la CGT en Aquitaine»



360 pages, vient d e paraître.

Elle est encore en vente à l'IHSA et auprès des IHS départementaux, prix 15€.

«Aperçus», une publication de l'Institut d'Histoire Sociale d'Aquitaine